

La politique de non-prolifération nucléaire du Canada vise à faire en sorte que les exportations canadiennes de matières, d'équipements et de technologie nucléaires ou relatifs au domaine nucléaire ne servent qu'à des fins pacifiques, et à renforcer le régime international de non-prolifération qui repose sur le TNP, les garanties de l'AIEA, les régimes multilatéraux de fournisseurs nucléaires et les politiques nationales de non-prolifération.

Le TNP reflète un accord aux multiples facettes intervenu entre les États non nucléaires et les cinq États nucléaires déclarés, soit les États-Unis, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine. Les États non nucléaires se sont engagés à ne pas fabriquer d'armes nucléaires ni à en acquérir de quelque autre manière (articles II et III). De leur côté, les États nucléaires se sont engagés à ne pas transférer d'armes nucléaires ou de technologies liées aux armes nucléaires à qui que ce soit et à n'aider aucun État non nucléaire à en acquérir (article I), ainsi qu'à poursuivre les négociations en vue du désarmement (article VI). De plus, reconnaissant à tous les États le droit inaliénable de profiter des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, le TNP appelle tous les pays qui sont en mesure de le faire à coopérer avec d'autres pays, notamment les pays en développement, pour parvenir à ce résultat (article IV).

Pour ce qui concerne la **non-prolifération**, la sous-section s'acquitte notamment des fonctions suivantes :

- promouvoir des mesures qui visent à renforcer l'efficacité des garanties internationales en matière nucléaire;
- mettre au point les positions et les modalités d'assistance du Canada au sein des enceintes multilatérales qui se consacrent à l'examen des contrôles à l'exportation;
- examiner les options qui s'offrent pour l'élimination des produits nucléaires excédentaires de qualité militaire, notamment le plutonium et l'uranium fortement enrichi (UFE);
- participer aux consultations interministérielles concernant les conférences d'examen du TNP; et
- assurer l'information du public quant aux politiques du Canada concernant la non-prolifération nucléaire.